

Les rois déchus de la finance tirent un trait sur leurs primes mirobolantes

NEW YORK (AFP) - Oubliés les milliards qui pleuvaient sur Wall Street en fin d'année: saignées par la crise, soumises à la pression des autorités, les banques ont fermé le robinet des primes versées aux cadres, imitées par les autres secteurs en difficulté, à commencer par l'automobile.



La Bourse de New York, le 4 décembre 2008 (© AFP/Getty Images - Stephen Lovekin)

Jusqu'à l'éclatement de la crise des "subprime", les bonus versés aux "golden boys" de la finance s'étaient envolés de manière extravagante, pour atteindre près de 25 milliards de dollars fin 2006 à New York.

Mais après une première année de vaches maigres l'année dernière, le flot va se tarir encore davantage.

Selon une étude récente du cabinet Johnson Associates, spécialisé dans le conseil en rémunération, les dirigeants des banques de New York devraient voir leurs primes chuter jusqu'à 70% par rapport à l'an dernier.

En dehors des équipes dirigeantes, la baisse atteindra 30%, un chiffre non négligeable quand on sait que ces primes représentent souvent plus de la moitié des rémunérations dans le secteur.

A la City de Londres, les bonus versés devraient diminuer de 60%, selon le Centre de recherche économique et commerciale britannique.

"Il devient de plus en plus difficile pour les dirigeants de justifier des bonus élevés", normalement liés à des performances tout aussi élevées, relève John

Challenger, du cabinet en relations sociales Challenger, Gray & Christmas.

Le PDG et six autres dirigeants de Goldman Sachs, qui reste bénéficiaire malgré la crise, ont renoncé au pactole.

Les responsables de l'ex-numéro un mondial de la banque, Citigroup, secouru par les autorités américaines, seraient sur le point de les imiter. Merrill Lynch, vendue en catastrophe à sa concurrente Bank of America après avoir essuyé des pertes massives, pourrait réduire les bonus de moitié en moyenne par rapport à 2007.

Si les piètres performances de la finance expliquent cette cure d'austérité, "le renforcement de la surveillance des régulateurs, et du public, des indemnités versées aux dirigeants est un facteur de plus", pour Johnson Associates.

Montrées du doigt pour leurs prises de risque inconsidérées, les institutions financières sont soumises désormais à la pression du gouvernement américain, devenu actionnaire, en échange des milliards apportés.

Le ministère de la Justice de l'Etat de New York a mis en garde les banques qui ont reçu des fonds publics sur une utilisation de ces sommes pour verser des bonus, et a diligenté une enquête sur les rémunérations des dirigeants de Wall Street.

En Europe, les sauvetages d'établissements financiers ont aussi poussé les autorités à demander des comptes. Après un coup de colère du ministre des Finances suisse, UBS, recapitalisé par la Confédération, ne versera aucun bonus cette année et a obtenu le remboursement de 45 millions d'euros de la part de ses anciens dirigeants.

En Grande-Bretagne, le Premier ministre Gordon Brown a posé comme condition pour bénéficier de son plan de sauvetage bancaire qu'aucune prime ne soit versée, pour mettre fin aux "encouragements à l'irresponsabilité".

Et quand la crise se propage aux autres secteurs, l'austérité suit. Dans l'industrie automobile, confrontée à l'effondrement de ses ventes, General Motors a décidé dès le mois de juillet de supprimer les bonus pour ses cadres dirigeants. Au Japon, Toyota a annoncé mardi qu'il allait amputer de 10% les primes hivernales de ses cadres.

"A Wall Street, comme chez les constructeurs automobiles, il va devenir plus difficile d'obtenir des salaires élevés en raison de la pression politique", confirme John Challenger.

Les patrons de General Motors, Ford et Chrysler sont allés jusqu'à proposer de s'accorder un dollar symbolique en guise de salaire annuel, si l'Etat devait leur porter secours.